

Règlement communal du 19 avril 2018 concernant l'octroi d'une subvention pour l'acquisition d'un cycle à pédalage assisté (pedelec) ou d'un cycle ordinaire.

Article 1

Il est accordé sous les conditions et modalités définies ci-après une subvention pour l'acquisition

- d'un cycle à pédalage assisté (pedelec) (1)
- d'un cycle ordinaire.

(1) Conformément au code de la route, le terme "cycle à pédalage assisté" désigne un véhicule routier à deux roues au moins qui est propulsé conjointement par l'énergie musculaire de la ou des personnes qui se trouvent sur ce véhicule et par l'énergie fournie par un moteur auxiliaire électrique. Dans le but d'assurer la cohérence avec la définition communautaire du cycle à pédalage assisté, la puissance du moteur électrique et la vitesse à laquelle l'alimentation du moteur est interrompue sont adaptées et fixées respectivement à 0,25 kW et à 25 km/h.

Article 2

- Pour l'achat d'un cycle à pédalage assisté neuf, le montant de la subvention correspond à 10 % du prix d'achat avec un maximum de 200.-€.
- Pour l'achat d'un cycle ordinaire neuf, le montant de la subvention correspond à 10% du prix d'achat avec un maximum de 100.-€

Article 3

La subvention est allouée sur demande écrite.

Les bénéficiaires de la prime doivent remplir les conditions suivantes:

- être domicilié sur le territoire de la commune d'Esch-sur-Alzette
- ne pas avoir bénéficié de la présente prime endéans les 5 dernières années

Article 4

La subvention est payée sur demande de l'intéressé moyennant copie de la facture détaillée d'achat d'un cycle à pédalage assisté neuf ou d'un cycle ordinaire neuf, équipé selon les prescriptions du code de la route.

Article 5

La subvention est sujette à restitution si elle est obtenue par suite de fausses déclarations, de renseignements inexacts ou d'une erreur de l'administration.

Article 6

L'introduction de la demande comporte l'engagement du demandeur d'autoriser les représentants de l'administration communale à procéder sur place aux vérifications qu'ils jugent nécessaires. L'administration communale se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire pour pouvoir vérifier le respect des conditions prévues pour l'octroi de la subvention.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.